

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 99 — 963

[C - 99/21143]

1^{er} MARS 1999

Loi modifiant la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. À l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Il est créé, d'une part, un Comité permanent de contrôle des services de police et, d'autre part, un Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité. Le contrôle porte en particulier sur la protection des droits que la Constitution et la loi confèrent aux personnes, ainsi que sur la coordination et l'efficacité, d'une part, des services de police et, d'autre part, des services de renseignements et de sécurité. »

Art. 3. A l'article 2 de la même loi, le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le contrôle visé par la présente loi est organisé sans préjudice des contrôles et inspections organisés par ou en vertu d'autres lois. En cas de contrôle ou d'inspection organisé par ou en vertu d'autres lois, le contrôle visé par la présente loi, portant sur les activités, méthodes, documents et directives des services de police et des services de renseignements et de sécurité, se fait uniquement pour assurer l'exécution des missions prévues par la présente loi. »

Art. 4. L'article 3, alinéa 1^{er}, 2°, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« 2° « services de renseignements et de sécurité », la Sûreté de l'État et le Service général du renseignement et de la sécurité des Forces armées. »

Art. 5. A l'article 4 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Le Comité permanent de contrôle des services de police, ci-après dénommé « le Comité permanent P », se compose de cinq membres effectifs, dont un président et un vice-président. Un suppléant est nommé pour chacun d'eux. Tous sont nommés par la Chambre des représentants, qui peut les révoquer s'ils exercent une des fonctions ou activités ou un des emplois ou mandats visés à l'alinéa 4, ou pour motifs graves. »;

2° l'alinéa 3, 5°, est remplacé par la disposition suivante :

« 5° faire preuve d'une expérience pertinente d'au moins sept ans dans le domaine du droit pénal ou de la criminologie, du droit public, ou de techniques de gestion, acquise dans des fonctions proches du fonctionnement, des activités et de l'organisation des services de police ou des services de renseignements et de sécurité, de même qu'avoir exercé des fonctions à un niveau de responsabilité élevé. »;

3° l'alinéa 3 est complété par un 6°, rédigé comme suit :

« 6° posséder les qualités de loyauté, de discrétion et d'intégrité indispensables au traitement d'informations sensibles ou détenir une habilitation de sécurité du niveau « très secret » en vertu de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité. »;

4° l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

« Le président doit être un magistrat. »

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 99 — 963

[C - 99/21143]

1 MAART 1999. — Wet houdende wijziging van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtin- gendiensten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op de politie- en inlichtingendiensten, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Er wordt, enerzijds, een Vast Comité van Toezicht op de politiediensten en, anderzijds, een Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten ingesteld. Het toezicht heeft in het bijzonder betrekking op de bescherming van de rechten die de Grondwet en de wet aan de personen waarborgen, alsook op de coördinatie en de doelmatigheid, enerzijds, van de politiediensten en, anderzijds, van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten. »

Art. 3. Artikel 2, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de hierna volgende bepalingen :

« Het bij deze wet bedoelde toezicht wordt geregeld onverminderd het toezicht of de inspectie geregeld bij of krachtens andere wetten. Als bij of krachtens andere wetten toezicht wordt uitgeoefend of inspectie wordt gehouden, gebeurt het bij deze wet bedoelde toezicht met betrekking tot de activiteiten, methodes, documenten en richtlijnen van de politiediensten en van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, enkel met het oog op de uitvoering van de bij deze wet bepaalde opdrachten. »

Art. 4. Artikel 3, eerste lid, 2°, van dezelfde wet wordt vervangen door de hierna volgende bepaling :

« 2° « inlichtingen- en veiligheidsdiensten », de Veiligheid van de Staat en de Algemene Dienst inlichting en veiligheid van de Krijgsmacht. »

Art. 5. In artikel 4 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de hierna volgende bepaling :

« Het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, hierna « het Vast Comité P » genoemd, is samengesteld uit vijf werkende leden onder wie een voorzitter en een ondervoorzitter. Voor elk van hen wordt een plaatsvervanger benoemd. Zij worden allen benoemd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, die hen ook kan afzetten indien zij functies of activiteiten uitoefenen of betrekkingen of mandaten bekleden welke zijn bedoeld in het vierde lid, of wegens ernstige redenen. »;

2° het derde lid, 5°, wordt vervangen door de hierna volgende bepaling :

« 5° kunnen aantonen over een relevante ervaring te beschikken van ten minste zeven jaar in het domein van het strafrecht of de criminologie, het publiek recht, of technieken inzake management, verworven in functies die bij de werking, activiteiten en organisatie van de politiediensten, inlichtingen- en veiligheidsdiensten aanleunen, alsook functies met een hoge graad van verantwoordelijkheid te hebben uitgeoefend. »;

3° het derde lid wordt aangevuld met een 6°, luidende :

« 6° beschikken over de nodige kwaliteiten van loyaliteit, discretie en integriteit voor de verwerking van gevoelige gegevens of houder zijn van een veiligheidsmachtiging van het niveau « zeer geheim », krachtens de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen. »;

4° het vijfde lid wordt vervangen door de hierna volgende bepaling :

« De voorzitter moet een magistraat zijn. »

Art. 6. A l'article 5 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° les deux premières phrases sont remplacées par la disposition suivante :

« Le greffier est nommé par la Chambre des représentants, qui peut le révoquer ou mettre fin à ses fonctions dans les cas visés à l'article 4. »

2° l'article est complété par un 8°, rédigé comme suit :

« 8° posséder les qualités de loyauté, de discrétion et d'intégrité indispensables au traitement d'informations sensibles ou détenir une habilitation de sécurité du niveau « très secret » en vertu de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité. »

3° l'article est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Avant d'entrer en fonction, le greffier prête, entre les mains du président de la Chambre des représentants, le serment prescrit par l'article 2 du décret du 30 juillet 1831. »

Art. 7. A l'article 6 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1^{er} alinéa, les mots « n'est renouvelable qu'une seule fois » sont remplacés par les mots « n'est renouvelable que deux fois »;

2° l'alinéa 2 est supprimé;

3° dans l'alinéa 3, les mots « ou le Sénat, suivant le cas » sont supprimés;

4° l'article est complété par les alinéas suivants :

« Pour la nomination d'un suppléant, les conditions prescrites à l'article 4, alinéa 4, sont vérifiées par la Chambre des représentants lors de son entrée en fonction.

Avant d'entrer en fonction, les membres du Comité permanent P prêtent, entre les mains du président de la Chambre des représentants, le serment prescrit par l'article 2 du décret du 30 juillet 1831. »

Art. 8. L'article 8 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le Comité permanent P agit d'initiative, il en informe aussitôt la Chambre des représentants. »

Art. 9. A l'article 9 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 3, les mots « et au Sénat » sont supprimés deux fois;

2° l'article est complété par les alinéas suivants :

« Le Comité permanent P ne peut rendre un avis sur un projet de loi, d'arrêté royal, de circulaire, ou sur des documents de toutes natures exprimant les orientations politiques des ministres compétents, qu'à la demande de la Chambre des représentants, du Sénat, ou du ministre compétent.

Lorsque le Comité permanent P agit à la demande du ministre compétent, le rapport n'est remis à la Chambre qu'à l'issue du terme fixé conformément à l'article 11, 3°. Le président de la commission de suivi concernée visée à l'article 66bis est cependant informé de la demande du ministre au Comité permanent P et du contenu du rapport avant le terme du délai visé à l'article 11, 3°. »

Art. 10. L'article 10 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Si une plainte ou une dénonciation est traitée simultanément par l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale et par le service d'enquête du Comité permanent P, et que la personne qui a déposé la plainte ou fait la dénonciation n'a pas sollicité expressément l'intervention du Comité, le Comité peut décider de ne pas donner suite à cette plainte ou à cette dénonciation. »

Art. 11. L'article 11, 3°, de la même loi est complété par les mots suivants :

« Ce délai ne peut être inférieur à soixante jours. »

Art. 6. In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste twee zinnen worden vervangen door de hiernavolgende bepaling :

« De griffier wordt benoemd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, die hem kan afzetten of een einde kan maken aan zijn ambt in de in artikel 4 bedoelde gevallen. »

2° het artikel wordt aangevuld met een 8°, luidende :

« 8° beschikken over de nodige kwaliteiten van loyaliteit, discretie en integriteit voor de verwerking van gevoelige gegevens of houder zijn van een veiligheidsmachtiging van het niveau « zeer geheim », krachtens de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen. »

3° het artikel wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

« Alvorens zijn ambt te aanvaarden legt de griffier, in handen van de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de bij artikel 2 van het decreet van 30 juli 1831 voorgeschreven eed af. »

Art. 7. In artikel 6 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « slechts éénmaal vernieuwbaar » vervangen door de woorden « slechts tweemaal vernieuwbaar »;

2° het tweede lid wordt geschrapt;

3° in het derde lid worden de woorden « of de Senaat, naargelang van het geval » geschrapt;

4° het artikel wordt aangevuld met de hierna volgende leden :

« Voor de benoeming van een plaatsvervanger worden de in artikel 4, vierde lid, gestelde voorwaarden door de Kamer van volksvertegenwoordigers gecontroleerd op het ogenblik dat hij in functie treedt.

Alvorens hun ambt te aanvaarden leggen de leden van het Vast Comité P, in handen van de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de bij artikel 2 van het decreet van 30 juli 1831 voorgeschreven eed af. »

Art. 8. Artikel 8 van dezelfde wet wordt aangevuld met het hiernavolgende lid :

« Wanneer het Vast Comité P uit eigen beweging optreedt, brengt het de Kamer van volksvertegenwoordigers daarvan dadelijk op de hoogte. »

Art. 9. In artikel 9 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid worden de woorden « en aan de Senaat » tweemaal geschrapt;

2° het artikel wordt aangevuld met de hierna volgende leden :

« Het Vast Comité P mag enkel op verzoek van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van de Senaat of van de bevoegde minister advies uitbrengen over een ontwerp van wet, van koninklijk besluit, van circulaire of over enig ander document waarin de beleidslijnen van de bevoegde ministers worden geformuleerd.

Wanneer het Vast Comité P optreedt op verzoek van de bevoegde minister, wordt het verslag pas na afloop van de conform artikel 11, 3°, bepaalde termijn aan de Kamer van volksvertegenwoordigers overgelegd. De voorzitter van de in artikel 66bis bedoelde betrokken begeleidingscommissie wordt evenwel, vóór het verstrijken van de in artikel 11, 3°, bedoelde termijn, op de hoogte gebracht van het verzoek van de minister aan het Vast Comité P en van de inhoud van het verslag. »

Art. 10. Artikel 10 van dezelfde wet wordt aangevuld met het hiernavolgende lid :

« Indien een klacht of een aangifte tegelijkertijd door de algemene inspectie van de federale en van de lokale politie en door de Dienst Enquêtes van het Vast Comité P wordt behandeld, en de persoon die de klacht heeft ingediend of de aangifte heeft gedaan, niet uitdrukkelijk om het optreden van het Comité heeft verzocht, kan het Comité besluiten niet op die klacht of op die aangifte in te gaan. »

Art. 11. Artikel 11, 3°, van dezelfde wet wordt aangevuld met de hierna volgende woorden :

« Die termijn mag niet minder dan zestig dagen bedragen. »

Art. 12. L'article 12 de la même loi est complété par la phrase suivante :

« Si l'enquête fait suite à la demande d'un ministre compétent, son accord est requis avant la communication du dossier d'enquête, sauf si le délai prévu à l'article 11, 3°, est expiré. »

Art. 13. L'article 13 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Les rapports et conclusions rendus publics comprennent cet avis des ministres compétents et des autorités compétentes. »

Art. 14. A l'article 14 de la même loi, est inséré l'alinéa suivant après l'alinéa 1^{er} :

« Le procureur du Roi, l'auditeur du travail, le procureur fédéral ou le procureur général près la cour d'appel, selon le cas, informe le président du Comité P chaque fois qu'une information ou qu'une instruction pour un crime ou un délit est ouverte à charge d'un membre d'un service de police. »

Art. 15. Un article 14bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 14bis. Le Comité permanent P enquête également sur les activités et les méthodes de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale. Sans préjudice de cette mission, il se concerta avec l'inspection générale en vue d'assurer ses missions légales de contrôle des services de police. L'inspection générale de la police fédérale et de la police locale adresse d'office au Comité permanent P une copie des plaintes et des dénonciations qu'elle a reçues concernant les services de police et l'informe des contrôles effectués. Si un contrôle est demandé par un ministre compétent, son accord est requis avant toute communication.

Les autorités disciplinaires compétentes informent mensuellement de manière complète le Comité des mesures disciplinaires et des mesures d'ordre prononcées à l'encontre d'un membre d'un service de police. »

Art. 16. À l'article 15 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et sur le chef de ce service » sont insérés entre les mots « services de police » et les mots « lui confie »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Cependant, lorsqu'ils remplissent une mission de police judiciaire, le chef et les membres du service d'enquêtes sont soumis à la surveillance, selon la distinction établie par la loi, du procureur général près la cour d'appel, du procureur fédéral ou de l'auditeur général près la Cour militaire. »

Art. 17. Dans l'article 16 de la même loi, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4 :

« L'exécution des enquêtes judiciaires ne peut mettre en péril l'exécution des autres missions du service d'enquêtes. À cette fin, le ministre de la Justice arrête, conformément à l'article 143ter du Code judiciaire et sur proposition du Comité permanent P, les enquêtes sur les délits et crimes mis à charge des membres de services de police qui sont confiées prioritairement, d'une part, au service d'enquêtes P, d'autre part, à l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale ou aux services de police. »

Art. 18. L'article 20 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Pour pouvoir être nommés, ils doivent posséder les qualités de loyauté, de discrétion et d'intégrité indispensables au traitement d'informations sensibles ou détenir une habilitation de sécurité du niveau « très secret » en vertu de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité. »

Art. 19. Un article 20bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 20bis. Le Comité permanent P désigne, parmi les membres du Service d'enquêtes P et sur proposition du chef du Service d'enquêtes P, les enquêteurs qui seront spécialement chargés d'exécuter les enquêtes judiciaires visées à l'article 16, alinéas 3 et 4.

Art. 12. Artikel 12 van dezelfde wet wordt aangevuld met de hiernavolgende volzin :

« Indien het onderzoek het gevolg is van een verzoek van een bevoegde minister, is zijn instemming vereist vóór de overzending van het onderzoeksdossier, behalve indien de in artikel 11, 3°, bedoelde termijn is verstreken. »

Art. 13. Artikel 13 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De openbaar gemaakte verslagen en besluiten bevatten dit advies van de bevoegde ministers en van de bevoegde overheden. »

Art. 14. In artikel 14 van dezelfde wet wordt na het eerste lid het volgende lid ingevoegd :

« De procureur des Konings, de arbeidsauditeur, de federale procureur of de procureur-generaal bij het hof van beroep, al naar het geval, brengt de voorzitter van het Comité P op de hoogte telkens als tegen een lid van een politiedienst een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek wegens misdaad of wanbedrijf wordt ingesteld. »

Art. 15. In dezelfde wet wordt een artikel 14bis ingevoegd, luidende :

« Art. 14bis. Het Vast Comité P stelt ook onderzoeken in naar de activiteiten en de werkwijzen van de algemene inspectie van de federale en van de lokale politie. Onverminderd deze opdracht pleegt het overleg met de algemene inspectie, teneinde zijn wettelijke opdrachten van toezicht op de politiediensten te vervullen. De algemene inspectie van de federale en van de lokale politie stuurt ambtshalve een kopie van de klachten en aangiften die zij betreffende de politiediensten heeft ontvangen, naar het Vast Comité P. Indien het verzoek om toezicht uitgaat van een bevoegde minister, is zijn instemming vereist vóór elke mededeling.

De bevoegde tuchtrechtelijke overheden brengen het Comité maandelijks omstandig op de hoogte van enige tuchtmaatregel of ordemaatregel die is uitgesproken tegen een lid van een politiedienst. »

Art. 16. In artikel 15 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « en over het hoofd van deze dienst, en » ingevoegd tussen de woorden « voor de politiediensten » en de woorden « vertrouwt hem »;

2° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer zij evenwel een opdracht van gerechtelijke politie vervullen, staan het hoofd en de leden van de Dienst Enquêtes onder toezicht van, al naar gelang van het door de wet gemaakte onderscheid, de procureur-generaal bij het hof van beroep, de federale procureur of de auditeur-generaal bij het Militair Gerechtshof. »

Art. 17. Tussen het derde en het vierde lid van artikel 16 van dezelfde wet wordt het hiernavolgende lid ingevoegd :

« De uitvoering van de gerechtelijke onderzoeken mag de uitvoering van de andere opdrachten van de Dienst Enquêtes niet in het gedrang brengen. Daartoe bepaalt de minister van Justitie, conform artikel 143ter van het Gerechtelijk Wetboek en op voorstel van het Vast Comité P, of, enerzijds, de Dienst Enquêtes P, dan wel, anderzijds, de algemene inspectie van de federale en van de lokale politie of de politiediensten prioritair worden belast met het onderzoek naar de wanbedrijven en misdaden welke leden van de politiediensten ten laste worden gelegd. »

Art. 18. Artikel 20 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Om benoemd te kunnen worden, moeten zij beschikken over de nodige kwaliteiten van loyaliteit, discretie en integriteit voor de verwerking van gevoelige gegevens of houder zijn van een veiligheidsmachtiging van het niveau « zeer geheim », krachtens de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen. »

Art. 19. In dezelfde wet wordt een artikel 20bis ingevoegd, luidende :

« Art. 20bis. Het Vast Comité P wijst, onder de leden van de Dienst Enquêtes P en op voordracht van het hoofd van de Dienst Enquêtes P, de onderzoekers aan die speciaal zullen worden belast met het uitvoeren van de gerechtelijke onderzoeken, bedoeld in artikel 16, derde en vierde lid.

Le nombre d'enquêteurs ne peut être inférieur à la moitié des effectifs du service d'enquêtes ni supérieur aux deux tiers de ces effectifs. Le chef du service d'enquêtes P ne peut confier l'exécution des réquisitions qu'il reçoit des autorités judiciaires aux autres membres du Service d'enquêtes, sauf accord du président du Comité P. »

Art. 20. A l'article 28 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Le Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité, ci-après dénommé « le Comité permanent R », se compose d'un membre effectif permanent, qui en est le président, et de deux membres effectifs non permanents. Le membre effectif permanent exerce sa fonction à temps plein. Un suppléant est nommé pour chacun d'eux. Tous sont nommés par le Sénat, qui peut les révoquer s'ils exercent une des fonctions ou activités ou un des emplois ou mandats visés à l'alinéa 4, ou pour motifs graves. »;

2° l'alinéa 3, 5°, est remplacé par la disposition suivante :

« 5° être titulaire d'un diplôme de licencié en droit et faire preuve d'une expérience pertinente d'au moins sept ans dans le domaine du droit pénal ou de la criminologie, du droit public, ou de techniques de gestion, acquise dans des fonctions proches du fonctionnement, des activités et de l'organisation des services de police ou des services de renseignements et de sécurité, de même qu'avoit exercé des fonctions à un niveau de responsabilité élevé. »;

3° le troisième alinéa est complété par un 6°, rédigé comme suit :

« 6° détenir une habilitation de sécurité du niveau « très secret » en vertu de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité. »;

4° l'alinéa 5 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le président doit être un magistrat. »;

5° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Les décisions que la présente loi ou d'autres lois attribuent au Comité permanent R sont prises en réunion plénière. »

Art. 21. A l'article 29 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° les deux premières phrases sont remplacées par la disposition suivante :

« Le greffier est nommé par le Sénat, qui peut le révoquer ou mettre fin à ses fonctions dans les cas visés à l'article 28, alinéa 4. »;

2° l'article est complété par un 8°, rédigé comme suit :

« 8° détenir une habilitation de sécurité du niveau « très secret » en vertu de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité. »;

3° l'article est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Avant d'entrer en fonction, le greffier prête, entre les mains du président du Sénat, le serment prescrit par l'article 2 du décret du 30 juillet 1831. »

Art. 22. A l'article 30 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « n'est renouvelable qu'une seule fois » sont remplacés par les mots « n'est renouvelable que deux fois »;

2° l'alinéa 2 est supprimé;

3° l'article est complété par les alinéas suivants :

« Pour la nomination d'un suppléant, les conditions prescrites par l'article 28, alinéa 4, sont vérifiées par le Sénat lors de son entrée en fonction.

Avant d'entrer en fonction, les membres du Comité permanent R prêtent, entre les mains du président du Sénat, le serment prescrit par l'article 2 du décret du 30 juillet 1831. »

Art. 23. A l'article 31, 2°, de la même loi, les mots « l'administration de » sont supprimés.

Art. 24. L'article 32 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le Comité permanent R agit d'initiative, il en informe aussitôt le Sénat. »

Het aantal onderzoekers mag niet minder bedragen dan de helft van het personeelsbestand van de Dienst Enquêtes en niet meer dan twee derde ervan. Het hoofd van de Dienst Enquêtes P mag de uitvoering van de vorderingen die hij van de gerechtelijke overheden in ontvangst neemt niet aan de andere leden van de Dienst Enquêtes opdragen, behalve met de toestemming van de voorzitter van het Vast Comité P. »

Art. 20. In artikel 28 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de hierna volgende bepaling :

« Het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, hierna het Vast Comité I genoemd, is samengesteld uit een permanent werkend lid, dat tevens voorzitter is, en twee niet-permanente werkende leden. Het permanent werkend lid oefent zijn functie voltijds uit. Voor elk van hen wordt een plaatsvervanger benoemd. Zij worden allen benoemd door de Senaat, die hen ook kan afzetten indien zij functies of activiteiten uitoefenen of betrekkingen of mandaten bekleden welke zijn bedoeld in het vierde lid, of wegens ernstige redenen. »;

2° het derde lid, 5° wordt vervangen door de hierna volgende bepaling :

« 5° houder zijn van een diploma van licentiaat in de rechten en kunnen aantonen over een relevante ervaring te beschikken van ten minste zeven jaar in het domein van het strafrecht of de criminologie, het publiek recht, of technieken inzake management, verworven in functies die bij de werking, activiteiten en organisatie van de politiediensten of de inlichtingen- en veiligheidsdiensten aanleunen, alsook functies met een hoge graad van verantwoordelijkheid te hebben uitgeoefend. »;

3° het derde lid wordt aangevuld met een 6°, luidende :

« 6° houder zijn van een veiligheidsmachtiging van het niveau « zeer geheim », krachtens de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen. »;

4° het vijfde lid wordt vervangen als volgt :

« De voorzitter moet een magistraat zijn. »;

5° het artikel wordt aangevuld met het hiernavolgende lid :

« De beslissingen die deze wet of andere wetten aan het Vast Comité I opdragen, worden in plenaire vergadering genomen. »

Art. 21. In artikel 29 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste twee zinnen worden vervangen door de hierna volgende bepaling :

« De griffier wordt benoemd door de Senaat, die hem kan afzetten of een einde kan maken aan zijn ambt in de gevallen bedoeld in artikel 28, vierde lid. »;

2° het artikel wordt aangevuld met een 8°, luidende :

« 8° houder zijn van een veiligheidsmachtiging van het niveau « zeer geheim », krachtens de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen. »;

3° het artikel wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

« Alvorens zijn ambt te aanvaarden legt de griffier in handen van de voorzitter van de Senaat de bij artikel 2 van het decreet van 30 juli 1831 voorgescreven eed af. »

Art. 22. In artikel 30 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « slechts éénmaal vernieuwbaar » vervangen door de woorden « slechts tweemaal vernieuwbaar »;

2° het tweede lid wordt geschrapt;

3° het artikel wordt aangevuld met de hierna volgende leden :

« Voor de benoeming van een plaatsvervanger worden de in artikel 28, vierde lid, gestelde voorwaarden door de Senaat gecontroleerd op het ogenblik dat hij in functie treedt.

Alvorens hun ambt te aanvaarden leggen de leden van de Vast Comité I, in handen van de voorzitter van de Senaat, de bij artikel 2 van het decreet van 30 juli 1831 voorgescreven eed af. »

Art. 23. In artikel 31, 2°, van dezelfde wet worden de woorden « het Bestuur van » geschrapt.

Art. 24. Artikel 32 van dezelfde wet wordt aangevuld met het hiernavolgende lid :

« Wanneer het Vast Comité I uit eigen beweging optreedt, brengt het de Senaat daarvan dadelijk op de hoogte. »

Art. 25. A l'article 33 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à la deuxième phrase de l'alinéa 2, les mots « , ou son président au nom dudit Comité, » sont insérés entre les mots « Le Comité permanent R » et les mots « et le Service d'enquêtes »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « à la Chambre des représentants et » sont supprimés deux fois.

3° l'article est complété par les alinéas suivants :

« Le Comité permanent R ne peut rendre un avis sur un projet de loi, d'arrêté royal, de circulaire, ou sur des documents de toute nature exprimant les orientations politiques des ministres compétents, qu'à la demande de la Chambre des représentants, du Sénat, ou du ministre compétent.

Lorsque le Comité permanent R agit à la demande du ministre compétent, le rapport n'est remis au Sénat qu'à l'issue du terme fixé conformément à l'article 35, 3°. Le président de la Commission de suivi concernée visée à l'article 66*bis* est informé de la demande du ministre au Comité permanent R et du contenu du rapport avant le terme du délai visé à l'article 35, 3°. »

Art. 26. L'article 35, 3° de la même loi est complété par les mots suivants :

« Ce délai ne peut être inférieur à soixante jours. »

Art. 27. L'article 36 de la même loi est complété par la phrase suivante :

« Si l'enquête fait suite à une demande d'un ministre compétent, son accord est requis avant la communication du dossier d'enquête, sauf si le délai prévu à l'article 35, 3°, est expiré. »

Art. 28. L'article 37 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Les rapports et conclusions rendus publics comprennent l'avis des ministres compétents et des autorités compétentes. »

Art. 29. A l'article 39 de la même loi, les mots « Le Comité permanent R » sont remplacés par les mots « Le président du Comité permanent R ».

Art. 30. Au deuxième alinéa de l'article 42 de la même loi, les mots « avec le Comité permanent R » sont remplacés par les mots « avec le président du Comité permanent R ».

Art. 31. L'article 45 de la même loi est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Pour pouvoir être nommés, ils doivent détenir une habilitation de sécurité du niveau « très secret » en vertu de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité. »

Art. 32. A l'article 48, § 4, alinéa 2, de la même loi, les mots « ou le vice-président » sont supprimés.

Art. 33. A l'article 58 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Chaque Comité permanent nomme et révoque, d'initiative ou sur proposition du greffier, les membres de son personnel administratif. »;

2° au deuxième alinéa, les mots « sur le greffier et » et les mots « à l'égard des membres de son personnel » sont supprimés.

Art. 34. À l'article 60 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le règlement d'ordre intérieur du Comité permanent P est approuvé par la Chambre des représentants. Le règlement d'ordre intérieur du Comité permanent R est approuvé par le Sénat. »;

2° l'article est complété par les alinéas suivants :

« Le règlement d'ordre intérieur pour les réunions communes est approuvé par la Chambre des représentants et par le Sénat.

Art. 25. In artikel 33 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de tweede zin van het tweede lid worden de woorden « of de voorzitter ervan namens dit Comité » ingevoegd tussen de woorden « Het Vast Comité I » en de woorden « en de Dienst Enquêtes »;

2° in het derde lid worden de woorden « aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en » tweemaal geschrapt.

3° het artikel wordt aangevuld met de hierna volgende leden :

« Het Vast Comité I mag enkel op verzoek van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van de Senaat of van de bevoegde minister advies uitbrengen over een ontwerp van wet, van koninklijk besluit, van circulaire of over enig ander document waarin de beleidslijnen van de bevoegde ministers worden geformuleerd.

Wanneer het Vast Comité I optreedt op verzoek van de bevoegde minister, wordt het verslag pas na afloop van de conform artikel 35, 3°, bepaalde termijn aan de Senaat overgelegd. De voorzitter van de in artikel 66*bis* bedoelde betrokken begeleidingscommissie wordt, vóór het verstrijken van de in artikel 35, 3°, bedoelde termijn, op de hoogte gebracht van het verzoek van de minister aan het Vast Comité I en van de inhoud van het verslag. »

Art. 26. Artikel 35, 3°, van dezelfde wet wordt aangevuld met de hierna volgende woorden :

« Die termijn mag niet minder dan zestig dagen bedragen. »

Art. 27. Artikel 36 van dezelfde wet wordt aangevuld met de hiernavolgende volzin :

« Indien het onderzoek het gevolg is van een verzoek van een bevoegde minister, is zijn instemming vereist vóór de overzending van het onderzoeksdossier, behalve indien de in artikel 35, 3°, bedoelde termijn is verstreken. »

Art. 28. Artikel 37 van dezelfde wet wordt aangevuld met het hierna volgende lid :

« De openbaar gemaakte verslagen en besluiten bevatten het advies van de bevoegde ministers en van de bevoegde overheden. »

Art. 29. In artikel 39 van dezelfde wet worden de woorden « Het Vast Comité I » vervangen door de woorden « De voorzitter van het Vast Comité I ».

Art. 30. In het tweede lid van artikel 42 van dezelfde wet worden de woorden « het Vast Comité I » vervangen door de woorden « de voorzitter van het Vast Comité I ».

Art. 31. Artikel 45 van dezelfde wet wordt aangevuld met het hiernavolgende lid :

« Om benoemd te kunnen worden, moeten zij houder zijn van een veiligheidsmachtiging van het niveau « zeer geheim », krachtens de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen. »

Art. 32. In artikel 48, § 4, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden « of de ondervoorzitter » geschrapt.

Art. 33. In artikel 58 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de hierna volgende bepaling :

« Uit eigen beweging of op voorstel van de griffier benoemt elk Vast Comité de leden van zijn administratief personeel en zet ze af. »;

2° in het tweede lid worden de woorden « over de griffier en » en de woorden « ten aanzien van de leden van zijn personeel » geschrapt.

Art. 34. In artikel 60 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen door de hierna volgende bepaling :

« Het huishoudelijk reglement van het Vast Comité P wordt goedgekeurd door de Kamer van volksvertegenwoordigers. Het huishoudelijk reglement van het Vast Comité I wordt goedgekeurd door de Senaat. »;

2° het artikel wordt aangevuld met de hierna volgende leden :

« Het huishoudelijk reglement voor de gezamenlijke vergaderingen wordt goedgekeurd door de Kamer van volksvertegenwoordigers en door de Senaat.

Conformément aux alinéas 2 et 3, la Chambre des représentants et le Sénat peuvent modifier les règlements d'ordre intérieur après avoir pris l'avis du Comité permanent concerné. L'avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu dans les soixante jours de la demande. »

Art. 35. À l'article 61 de la même loi, remplacé par la loi du 15 décembre 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, première phrase, les mots « Les membres des Comités permanents » sont remplacés par les mots « Les membres du Comité permanent P et le président du Comité permanent R »;

2° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, seconde phrase, les mots « sont applicables aux membres des Comités permanents » sont remplacés par les mots « leur sont applicables »;

3° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « Les membres des Comités permanents » sont remplacés par le mot « Ils »;

4° au § 1^{er}, alinéa 3, les mots « un dix-huitième » sont remplacés par les mots « un vingtième »;

5° un § 2 (nouveau), rédigé comme suit, est inséré après le § 1^{er} :

« § 2. Sauf s'il est révoqué, lorsqu'il est mis fin aux fonctions d'un membre d'un Comité permanent ou lorsque son mandat n'est pas renouvelé, il bénéficie d'une allocation forfaitaire de départ équivalente aux derniers dix-huit mois de salaire mensuel brut.

Cette allocation est réduite à due concurrence lorsqu'elle est octroyée avant l'expiration du premier mandat de cinq ans.

Sont exclus du bénéfice de cette allocation :

1° les membres auxquels s'applique l'article 65;

2° les membres qui étaient membres d'un service de police ou d'un service de renseignements et de sécurité avant leur nomination au Comité permanent et qui réintègrent ce service. »

6° un § 3 nouveau, rédigé comme suit, est inséré après le § 2 nouveau :

« § 3. Les membres effectifs non permanents du Comité permanent R ont droit à des jetons de présence équivalents au trentième du salaire mensuel brut du président de ce Comité. »

7° le § 2 devient le § 4.

Art. 36. Un article 61bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 61bis. Le président de chaque Comité permanent assure, dans le respect de la collégialité, la direction des réunions du Comité et la gestion journalière de ses activités. Il veille à l'application du règlement d'ordre intérieur, au bon fonctionnement du Comité et à la bonne exécution de ses missions. Il veille aussi à ce que l'exécution des missions de police judiciaire n'entrave pas l'exécution des enquêtes de contrôle. À cette fin, il organise les concertations nécessaires avec les autorités judiciaires compétentes. »

Art. 37. L'article 62 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 62. Sous la surveillance du Comité permanent concerné, le greffier de chaque Comité assure le secrétariat des réunions du Comité, en dresse les procès-verbaux et veille à l'expédition des pièces, à la conservation et la protection du secret de la documentation et des archives. Il assure la gestion du personnel administratif pour autant que l'autorité sur celui-ci lui ait été déléguée conformément à l'article 58, alinéa 2, de l'infrastructure et du matériel du Comité, prépare son budget et en est le comptable. »

Art. 38. L'article 64 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 64. Les membres des Comités permanents, les greffiers, les membres des services d'enquêtes et le personnel administratif sont dépositaires des secrets qui leur sont confiés dans l'exercice de leur mission. Le secret subsiste même lorsqu'ils ont cessé leurs fonctions.

Sans préjudice de l'article 458 du Code pénal, ils sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de cent francs à quatre mille francs ou d'une de ces peines seulement s'ils révèlent ces secrets dans d'autres circonstances que celles qui sont prévues par la loi ou par le règlement d'ordre intérieur. »

Conform het tweede en het derde lid kunnen de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat de huishoudelijke reglementen wijzigen, na het advies te hebben ingewonnen van het betrokken Vast Comité. Het advies wordt geacht gunstig te zijn, indien het niet is uitgebracht binnen 60 dagen na het verzoek. »

Art. 35. In artikel 61 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 15 december 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, eerste zin, worden de woorden « De leden van de Vaste Comités » vervangen door de woorden « De leden van het Vast Comité P en de voorzitter van het Vast Comité I »;

2° in § 1, eerste lid, tweede zin, worden de woorden « is van toepassing op de leden van de Vaste Comités » vervangen door de woorden « is op hen van toepassing »;

3° in § 1, tweede lid, worden de woorden « De leden van de Vaste Comités » vervangen door het woord « Zij »;

4° in § 1, derde lid, worden de woorden « een achttiende » vervangen door de woorden « een twintigste »;

5° na § 1 wordt een nieuwe § 2 ingevoegd, luidende :

« § 2. Tenzij hij uit zijn ambt is ontzet, ontvangt het lid van een Vast Comité wanneer aan zijn ambt een eind wordt gemaakt of wanneer zijn mandaat niet wordt vernieuwd, een forfaitaire toelage wegens ontslag die gelijk is aan de bruto-maandwedde van de laatste achttien maanden.

Wanneer die toelage wordt toegekend vóór de eerste ambtstermijn van vijf jaar verstreken is, wordt zij verhoudingsgewijs verminderd.

Van de toekenning van die toelage worden uitgesloten :

1° de leden op wie artikel 65 van toepassing is;

2° de leden die, vóór hun benoeming bij een Vast Comité, lid waren van een politiedienst of van een inlichtingen- en veiligheidsdienst en naar die dienst terugkeren. »

6° na de nieuwe § 2 wordt een nieuwe § 3 ingevoegd, luidende :

« § 3. De niet-permanente werkende leden van het Vast Comité I hebben recht op presentiegeld gelijk aan een dertigste van de bruto-maandwedde van de voorzitter van dat Comité. »

7° § 2 wordt vernummerd tot § 4.

Art. 36. In dezelfde wet wordt een artikel 61bis ingevoegd, luidende :

« Art. 61bis. De voorzitter van elk Vast Comité leidt, met inachtneming van de collegialiteit, de vergaderingen van dat Comité en zorgt voor het dagelijks bestuur van de werkzaamheden. Hij ziet toe op de toepassing van het huishoudelijk reglement, op de goede werking van het Comité, alsook op de goede uitvoering van de opdrachten van dat Comité. De voorzitter zorgt er tevens voor dat de uitvoering van de opdrachten van gerechtelijke politie de uitvoering van de toezichtsonderzoeken niet hindert. Daartoe voert hij met de bevoegde gerechtelijke overheden het nodige overleg. »

Art. 37. Artikel 62 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 62. Onder toezicht van het betrokken Vast Comité staat de griffier van elk Comité in voor het secretariaat van de vergaderingen van het Comité, stelt de notulen ervan op, zorgt voor de verzending van de stukken, de bewaring en de bescherming van het geheim van de documentatie en van het archief. Hij is belast met de leiding over het administratief personeel, voor zover hem het gezag daarover is overgedragen overeenkomstig artikel 58, tweede lid, en met het beheer van de infrastructuur en van het materieel van het Comité, hij stelt de begroting van het Comité op en houdt de boeken van het Comité bij. »

Art. 38. Artikel 64 van dezelfde wet wordt vervangen door de hierna volgende bepaling :

« Art. 64. De leden van de Vaste Comités, de griffiers, de leden van de Diensten Enquêtes en het administratief personeel zijn verplicht de geheimen te bewaren waarvan zij kennis krijgen tijdens het vervullen van hun opdracht. Het geheim blijft bestaan, zelfs wanneer zij hun functie hebben beëindigd.

Onverminderd artikel 458 van het Strafwetboek worden zij gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van honderd frank tot vierduizend frank of met een van die straffen alleen, indien zij die geheimen onthullen in andere omstandigheden dan die bepaald bij de wet of bij het huishoudelijk reglement. »

Art. 39. A l'article 65, § 2, de la même loi, modifié par les lois des 15 décembre 1993 et 21 décembre 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« et chef d'un Service d'enquêtes d'un de ces Comités permanents »;

2° les alinéas trois et quatre sont remplacés par les alinéas suivants :

« Le magistrat du ministère public qui est nommé en qualité de membre d'un Comité permanent ou de chef d'un Service d'enquêtes conserve sa place sur la liste de rang et est censé avoir exercé sa fonction. Pendant la durée de la mission il cesse de percevoir le traitement attaché à sa fonction dans l'ordre judiciaire.

Dans la mesure où il s'agit d'une mission à temps plein, il peut être pourvu au remplacement d'un magistrat près la cour d'appel ou la cour du travail par voie de nomination et, le cas échéant, par voie de désignation en surnombre.

L'article 323bis, alinéa 3, du Code judiciaire est d'application si le magistrat du ministère public concerné est chef de corps. »

Art. 40. Un article 66bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 66bis. § 1^{er}. La Chambre des représentants et le Sénat créent chacun une commission permanente chargée du suivi, respectivement du Comité permanent P et du Comité permanent R.

La Chambre des représentants et le Sénat prévoient dans leurs règlements respectifs, les règles relatives à la composition et au fonctionnement de chaque commission.

§ 2. Chaque commission supervise le fonctionnement du Comité permanent concerné, veille au respect des dispositions de la présente loi et des règlements d'ordre intérieur.

La commission de la Chambre des représentants exerce en outre les missions dévolues à la Chambre des représentants par les articles 8, 9, 11, 2° et 3°, 12, 32, alinéa 1^{er}, 33, alinéa 7, 35, 2° et 3°, 36 et 60.

La commission permanente du Sénat exerce en outre les missions dévolues au Sénat par les articles 8, alinéa 1^{er}, 9, alinéa 7, 11, 2° et 3°, 12, 32, 33, 35, 2° et 3°, 36 et 60.

§ 3. Les commissions permanentes siègent ensemble pour :

1° examiner les rapports annuels des Comités permanents avant leur publication, en présence de leurs membres. Les conclusions de la commission sont jointes aux rapports;

2° examiner le projet de budget des Comités permanents;

3° superviser le fonctionnement des Comités permanents dans les cas visés aux articles 52 à 55.

Elles peuvent en outre siéger ensemble pour analyser les résultats d'une enquête demandée par la Chambre des représentants au Comité permanent R ou par le Sénat au Comité permanent P.

§ 4. Chaque commission se réunit au moins une fois par trimestre avec le président ou les membres du Comité permanent concerné. En outre, elle peut se réunir soit à la demande de la majorité des membres de la commission, soit à la demande du président du Comité permanent, soit à la demande de la majorité des membres du Comité permanent.

La commission peut être saisie de toute dénonciation faite par un membre du Comité permanent concerné portant sur le dysfonctionnement de celui-ci ou sur le non-respect de la présente loi ou du règlement d'ordre intérieur.

La commission peut adresser au Comité permanent concerné ou à chaque membre de celui-ci des recommandations relatives au fonctionnement du Comité permanent, au respect de la présente loi ou du règlement d'ordre intérieur.

§ 5. Les membres des commissions prennent les mesures nécessaires afin de garantir le caractère confidentiel des faits, actes ou renseignements dont ils ont connaissance en raison de leurs fonctions et sont soumis à une obligation de confidentialité. Ils sont dépositaires des secrets qui leur sont confiés dans l'exercice de leur mandat et même lorsqu'ils ont cessé leurs fonctions.

Toute violation de cette obligation de confidentialité et de ce secret sera sanctionnée conformément au règlement de la Chambre à laquelle ils appartiennent. »

Art. 39. In artikel 65, § 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 15 december 1993 en 21 december 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« en tot hoofd van een Dienst enquêtes van een van deze Vaste Comités »;

2° het derde en het vierde lid vervangen door de volgende leden :

« De magistraat van het openbaar ministerie die wordt benoemd tot lid van een Vast Comité of tot hoofd van een Dienst enquêtes behoudt zijn plaats op de ranglijst en wordt geacht zijn ambt of functie te hebben uitgeoefend. Gedurende de opdracht ontvangt hij de wedde verbonden aan zijn ambt in de rechterlijke orde niet meer.

Voor zover het een voltijdse opdracht betreft, kan in de vervanging van een magistraat bij het hof van beroep of bij het arbeidshof worden voorzien door een benoeming en, in voorkomend geval, een aanwijzing in overtal.

Is de betrokken magistraat van het openbaar ministerie een korpschef dan is artikel 323bis, derde lid van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing. »

Art. 40. In dezelfde wet wordt een artikel 66bis ingevoegd, luidende :

« Art. 66bis. § 1. De Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat stellen ieder een vaste commissie in, belast met de begeleiding van, respectievelijk, het Vast Comité P en het Vast Comité I.

De Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat bepalen de regels inzake de samenstelling en de werkwijze van elke commissie in hun respectieve reglementen.

§ 2. Elke commissie oefent de uiteindelijke controle uit op de werking van het betrokken Vast Comité, ziet toe op de inachtneming van de bepalingen van deze wet en van de huishoudelijke reglementen.

De commissie van de Kamer van volksvertegenwoordigers oefent bovendien de opdrachten uit waarmee de Kamer van volksvertegenwoordigers is belast bij de artikelen 8, 9, 11, 2° en 3°, 12, 32, eerste lid, 33, zevende lid, 35, 2° en 3°, 36 en 60.

De vaste commissie van de Senaat oefent bovendien de opdrachten uit waarmee de Senaat is belast bij de artikelen 8, eerste lid, 9, zevende lid, 11, 2° en 3°, 12, 32, 33, 35, 2° en 3°, 36 en 60.

§ 3. De vaste commissies vergaderen samen om :

1° de jaarverslagen van de Vaste Comités, vóór de publicatie ervan, te onderzoeken in aanwezigheid van de leden van elk Comité. De besluiten van de commissie worden bij de verslagen gevoegd;

2° het ontwerp van begroting van de Vaste Comités te onderzoeken;

3° de uiteindelijke controle op de werking van de Vaste Comités uit te oefenen in de gevallen bedoeld in de artikelen 52 tot 55.

Bovendien kunnen zij samen vergaderen om de resultaten van een door de Kamer van volksvertegenwoordigers aan het Vast Comité I of door de Senaat aan het Vast Comité P gevraagd onderzoek te onderzoeken.

§ 4. Elke commissie vergadert minstens eenmaal per kwartaal met de voorzitter of de leden van het betrokken Vast Comité. Bovendien kunnen ze vergaderen, ofwel op verzoek van de meerderheid van de leden van de commissie, ofwel op verzoek van de voorzitter van het Vast Comité, ofwel op verzoek van de meerderheid van de leden van het Vast Comité.

Elke aangifte die door een lid van het betrokken Vast Comité wordt gedaan over het gebrekkig functioneren van dat Vast Comité of over de niet-naleving van deze wet of van het huishoudelijk reglement, kan bij de commissie aanhangig worden gemaakt.

De commissie kan aan het betrokken Vast Comité of aan elk lid ervan aanbevelingen doen betreffende de werking van het Vast Comité, de naleving van deze wet of van het huishoudelijk reglement.

§ 5. De leden van commissies nemen de noodzakelijke maatregelen om de vertrouwelijke aard te waarborgen van de feiten, handelingen of inlichtingen waarvan zij wegens hun functie kennis krijgen en zijn verplicht het vertrouwelijke karakter ervan te bewaren. Zij moeten de geheimen waarvan zij kennis krijgen tijdens de uitoefening van hun mandaat, bewaren, zelfs wanneer zij hun functie hebben beëindigd.

Elke schending van die verplichting tot vertrouwelijkheid en van die geheimhouding wordt gestraft met de sanctie bepaald in het reglement van de Kamer waartoe zij behoren. »

Art. 41. Par dérogation à l'article 6 de la même loi et de l'article 7 de la présente loi, la nomination des membres du Comité permanent P qui sont en fonction à la date d'entrée en vigueur de la présente loi prend fin à la nomination des nouveaux membres.

Par dérogation à l'article 30 de même loi et de l'article 22 de la présente loi, la nomination des membres du Comité permanent R qui sont en fonction à la date d'entrée en vigueur de la présente loi prend fin à la nomination des nouveaux membres.

Les membres visés aux alinéas 1^{er} et 2 bénéficient pendant la période où ils auraient exercé leurs fonctions en application des articles 6 ou 30 de la même loi d'une rémunération équivalente à la différence entre leur traitement comme membre du Comité permanent et le traitement qu'ils perçoivent après la fin de leurs fonctions.

Cette rémunération est réduite à due concurrence lorsqu'elle est octroyée avant que le membre concerné n'ait rempli ses fonctions pendant cinq ans.

Art. 42. Avant l'entrée en vigueur des articles 143 à 149 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, les dispositions de l'article 15 de la présente loi sont d'application à l'inspection générale de la gendarmerie, à l'inspection générale de la police judiciaire près les parquets et aux services de contrôle interne de la police communale.

Art. 43. Par dérogation aux articles 20 et 44 de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, le détachement des membres du Service d'enquêtes P et du Service d'enquêtes R qui arrive à son terme entre la date d'entrée en vigueur de la présente loi et le 31 décembre 1999 prend fin au 31 décembre 1999.

Art. 44. La présente loi entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*, sauf les articles 29, 30 et 35, qui entrent en vigueur à la date de nomination des nouveaux membres du Comité permanent R et l'article 39 qui entre en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de l'article 61 de la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Zermatt, le 1^{er} avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999.*
Sénat.

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 1-1268/1. — Amendements, n° 1-1268/2. — Rapport, n° 1-1268/3. — Texte adopté par la commission, n° 1-1268/4. — Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants, n° 1-1268/5.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 18 mars 1999.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 2081/1. — Rapport, n° 2081/2. — Texte adopté en séance plénière, n° 2081/3.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 25 mars et 1^{er} avril 1999.

Art. 41. In afwijking van artikel 6 van dezelfde wet en van artikel 7 van deze wet eindigt de benoeming van de leden van het Vast Comité P die in dienst zijn op de datum van inwerkingtreding van deze wet, bij de aanstelling van de nieuwe leden.

In afwijking van artikel 30 van dezelfde wet en van artikel 22 van deze wet eindigt de benoeming van de leden van het Vast Comité I die in dienst zijn op de datum van inwerkingtreding van deze wet, bij de aanstelling van de nieuwe leden.

De in het eerste en het tweede lid bedoelde leden genieten, tijdens de periode waarin zij hun functie zouden uitgeoefend hebben met toepassing van de artikelen 6 en 30 van dezelfde wet, een bezoldiging die gelijk is aan het verschil tussen hun wedde als lid van het Vast Comité en de wedde die zij na het einde van hun ambt ontvangen.

Die bezoldiging wordt verhoudingsgewijs verminderd, wanneer zij wordt toegekend vóór het betrokken lid zijn ambt vijf jaar heeft bekleed.

Art. 42. Vóór de inwerkingtreding van de artikelen 143 tot 149 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, zijn de bepalingen van artikel 15 van deze wet van toepassing op de algemene inspectie van de rijkswacht, de algemene inspectie van de gerechtelijke politie bij de parketten en de diensten intern toezicht van de gemeentepolitie.

Art. 43. In afwijking van de artikelen 20 en 44 van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten loopt de detachering van de leden van de Dienst Enquêtes P en van de Dienst Enquêtes I, die verstrijkt tussen de datum van inwerkingtreding van deze wet en 31 december 1999, ten einde op 31 december 1999.

Art. 44. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, behalve de artikelen 29, 30 en 35, die in werking treden op de datum van aanstelling van de nieuwe leden van het Vast Comité I en artikel 39 dat in werking treedt op het ogenblik dat artikel 61 van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem, in werking treedt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Zermatt, 1 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999.*
Senaat.

Parlementaire Stukken. — Wetsvoorstel, nr. 1-1268/1. — Amendementen, nr. 1-1268/2. — Verslag, nr. 1-1268/3. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1-1268/4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1268/5.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 maart 1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Stukken. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 2081/1. — Verslag, nr. 2081/2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 2081/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 25 maart en 1 april 1999.